

Objet : Suite de notre entretien ?

Délits et crimes couverts alors que vous savez depuis 20 ans !

À Monsieur Didier MIGAUD ex député de l'Isère et
Ministre de la justice, 13 place Vendôme, 75042 Paris Cedex 01

Monsieur le Ministre de la Justice,

Vous m'avez reçu en présence de votre staff à votre permanence parlementaire de Seyssinet Pariset. Vous connaissez les trafics des ripoux (*) Bruno CWIKOWSKI ex commissaire de police, Henri MARGAILLAN ex responsable de la brigade des stupés ... avec leurs sociétés et épouse au Conseil Général de l'Isère dont le Président était André VALLINI (aussi avocat)... Par mes dossiers à l'IGPN (5/12 et 27/12/22 ; 17/04/23 réf: N°22-02367- D - Div 22-03003-A/SR) j'ai signalé des suites des dérives et crimes qui s'accumulent en ruinant le pays faute de réelles sanctions.

L'État ne peut financer davantage la police et la justice malgré la montée de la délinquance. Des solutions sont faciles car les trois quarts de l'activité la justice concernent des affaires familiales dont elle doit se séparer. Un business crapuleux règne dans le milieu du droit, des lois sont bafouées :

- 1 - La loi de mars 2002 devait nous rapprocher de la Suède avec 35% de résidence alternée après séparation. Elle est restée vaine grâce au lobby des avocats concertés avec des juges. Un prétexte a été la mésentente entre les parents pour exclure la résidence alternée puis (après des arrêts cassés) les avocats ont utilisé des stratagèmes comme les conclusions à options ou des accusations mensongères multiples.
- 2 - Le Code Civil donne la *priorité à l'entourage familial ou un tiers digne de confiance*, c'est ignoré par l'avocat et le juge. Président à la Cour des comptes vous signaliez l'aberration du coût de 9.000 € par mois pour un enfant placé à l'ASE (ex DASS) ! 50% des enfants placés peuvent être évités. Des signalements absurdes tel la propreté (Combien d'employés au ménage vous payez à 9000 € mensuel ?) ; des règlements de compte politique, de voisinage ...
- 3 - Le militant associatif proposait de sortir des tribunaux « *le divorce par consentement mutuel* ». Réponse : La loi de janvier 2017 impose aux familles deux avocats au lieu d'un seul ! Ces acteurs de la justice poussent des milliers de désespérés au suicide, détruisent des entreprises, pillent l'immobilier et engorgent les tribunaux. Je sais, j'en ai été victime et je participe depuis 2000 aux permanences et actions dans trois associations Père Enfant Mère, Même Justice Pour Tous, UDAF38. **La plupart des conflits familiaux serait aisément réglée par des décisions d'un service municipal comme les mariages, s'appuyant sur un personnel composé d'appelés un an en service civil obligatoire, ce pourrait être des personnes expérimentées de plus de cinquante ans souvent sans emploi, à l'exemple des jurés de Cours d'assise.**

Je ne sais si vous avez été nommé à ce poste pour mettre de l'ordre dans la justice ou si vous êtes de ceux qui ne touchent pas au milieu du droit de peur de voir sortir des dossiers de confrères crapuleux.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre mes meilleures salutations.

(*) **4 morts ou tentatives d'assassinat** : Marie-Hélène FERDIN décède 2 mois avant l'arrestation pour le vol de fichiers de la police par son époux CWIKOWSKI, radié de la police pour faux en écritures, il gérait des sociétés de **services aux collectivités locales** ECL SAECL ! Suicide ou crime ? Tir au LBD (du calibre de balle de golf) dans la tempe avec fractures crâniennes sur René FORNEY le 12/11/22 et sur l'ex attachée parlementaire Brigitte VOLMAT en mars 2023 ! Nous quatre connaissions les trafics d'immobiliers en lien avec André VALLINI. Mme F. était à la direction juridique des marchés et du patrimoine, j'ai signalé à la justice l'implication de M. VALLINI avec les ripoux. En 2012 Mme V a négocié son départ à 52 ans payé jusqu'à la retraite en contrepartie du silence. Amant d'un des ripoux, mon ex épouse responsable aux permis de construire a requis son départ à la retraite après 15 ans d'activité, elle décède d'un cancer ! Des détails : <https://trafic-justice.net/trafic-justice/assassins/appele4crimes.htm> Le refus de fermer ces pages internet m'a valu 14 mois en prison à Vercès et 6 mois de bracelet électronique puis un tir de LBD ...

P J : 48 h après mon passage chez la juge d'instruction, en sortant de chez moi, **ma photo** typique des Gilets Jaunes éborgnés et 2 extraits du rapport scanner du **crâne et résumé** des Urgences du CHU de Grenoble. Idem pour Brigitte VOLMAT. (La justice refuse d'instruire)

provenance de :
Honoré Didier MIGAUD
Ministre de la Justice
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Ministère de la Justice
02 DEC. 2024



Numero de l'AR :

RECOMMANDÉ :
AVIS DE RECEPTION
AR 1A 210 020 8304 4



Renvoyer à

FRAB

René FORNEY
4 Chemin Montrigaud
38000 Grenoble